



# Emergence du parti « Chez Nous » : L'extrême droite en Wallonie ?

---

Robin Sprumont & Julien Smal ■ août 2024

En Wallonie, la mouvance d'extrême-droite n'a jamais réellement réussi à s'implanter dans le paysage politique. Outre la parenthèse rexiste de 1936<sup>1</sup>, aucun parti de la nébuleuse d'extrême droite n'a vraisemblablement pu convaincre depuis lors. Les guerres intestines ainsi qu'un mouvement social important ont toujours eu raison de son évolution politique. Pourtant, les recherches récentes indiquent qu'une place dans le Sud du pays est possible pour l'extrême droite. Les opinions sociopolitiques flamandes et wallonnes sont d'ailleurs plus proches qu'on ne pourrait l'imaginer<sup>2</sup>.

Dans ce contexte sociopolitique particulier et en vue des élections régionales, fédérales et européennes du 9 juin 2024, un nouveau parti tente de s'imposer dans le paysage wallon, en rassemblant l'extrême droite wallonne ; le parti *Chez Nous*. Bien que qualifié de « nouveau », celui-ci présente néanmoins beaucoup de caractéristiques similaires à d'anciennes formations désormais disparues, particulièrement dans son discours et sa composition, alors que plusieurs de ses membres ont appartenu à de telles formations wallonnes d'extrême droite par le passé.

Cependant, est-il possible de qualifier *Chez Nous* de parti d'extrême droite, plutôt que, comme son président le défend, de 'parti patriote' ? Dans l'affirmative, quelles en sont les caractéristiques, les tendances et les éléments qui permettent de l'affirmer ?

Nous tâcherons de répondre à cette question en commençant par présenter l'histoire du parti. Nous analyserons ensuite l'une des définitions de l'extrême droite populiste, avant d'analyser sous un angle critique le mouvement à travers son projet politique, ses tendances ainsi que ses méthodes de communication et d'action. Enfin, avant de donner notre conclusion, nous évoquerons les dispositifs de lutte possibles contre ce parti.

## Présentation du parti

L'histoire du récent parti Chez Nous remonte au scrutin multiple du 26 mai 2019, au cours duquel les citoyens belges ont été appelés à élire leurs représentants régionaux, fédéraux et européens. Les partis wallons considérés comme relevant des tendances politiques de droite radicale et d'extrême-droite - notamment le *Parti Populaire* (PP), les *Listes Destexhe*, *Les Belges d'abord* ou encore le *Mouvement Nation* - connaissent à cette occasion une défaite électorale importante, à mettre sur le compte de leur morcellement et leurs dissensions, ne parvenant pas à obtenir de siège à la Chambre des représentants ni au Parlement wallon. Le PP de Mischaël Modrikamen, pourtant le plus plébiscité d'entre eux avec 3,2% des votes wallons, acte quelques semaines plus tard sa dissolution, laissant de cette manière une place vacante à la droite de la droite du paysage politique francophone.

<sup>1</sup> Le Front populaire de Rex, plus couramment appelé Rex, est un ancien mouvement politique d'extrême droite, nationaliste et antibolchévique belge, actif entre les années 1930 et 1945. Son fondateur, Léon Degrelle, a largement collaboré avec l'occupant nazi.

<sup>2</sup> Celis K. et al., « Representation and Democratic Resentment », CESPOL, KU Leuven, Université libre de Bruxelles, Université catholique de Louvain, 2019-2021 ; Touriel A., « Wallons et Flamands votent différemment, mais pensent (presque) la même chose », RTBF actus, 5 juin 2019, disponible à l'adresse suivante : <https://www.rtf.be/article/wallons-et-flamands-votent-differemment-mais-pensent-presque-la-meme-chose-10238418> ; De Jonge L., « Pourquoi n'y a-t-il pas de populisme de droite en Wallonie ? », Dieses, 4 février 2022, disponible à l'adresse suivante : <https://dieses.fr/pourquoi-n-y-a-t-il-pas-de-populisme-de-droite-en-wallonie>.

C'est en 2021 que *Chez Nous* va véritablement se constituer, dans un premier temps à travers la publication d'un certain nombre de vidéos sur les réseaux sociaux. Le 27 octobre 2021, le parti voit officiellement le jour dans le tumulte. Le meeting fondateur du parti, qui devait se tenir à Herstal, se voit interdit la veille par le bourgmestre de la ville et prend finalement la forme d'une conférence de presse (retransmise en ligne) à Enghien, en présence de Jordan Bardella et Tom Van Grieken, respectivement présidents des partis d'extrême-droite *Rassemblement National* (RN) et *Vlaams Belang* (VB).

La présence de ces figures bien connues de l'extrême-droite française et belge (flamande) illustre bien les accointances du jeune parti avec cette tendance politique. Il est par ailleurs cofondé et coprésidé par Jérôme Munier, anciennement membre du PP puis des *Listes Destexhe*, et Gregory Vanden Bruel, également actif par le passé au sein du PP.

L'étape fondatrice passée, le parti grandit progressivement. En termes de partisans, il enregistre de nombreuses adhésions, notamment de jeunes, ainsi que d'anciens membres du parti *Nation* (ou *Mouvement Nation*). Il bénéficie par ailleurs du soutien du *Parti National Européen*, issu d'une scission de *Nation* fin 2019 et qui s'est rapidement effacé au profit de *Chez Nous*, se présentant désormais uniquement comme un soutien de ce dernier, sans plus s'en distinguer, notamment par son contenu partagé sur les réseaux sociaux. À la fin de l'année 2023, c'est avec le parti wallon *Agir*, anciennement *Front National*, que *Chez Nous* décide de s'unir.

Au niveau géographique, *Chez Nous* réussit progressivement à s'implanter dans une partie des provinces wallonnes (Hainaut, Liège, Namur et Luxembourg dans une moindre mesure), non sans difficultés. Parallèlement, en effet, le mouvement antifasciste prend de l'ampleur, et perturbe fréquemment les événements organisés par le parti (universités d'été et d'hiver, formations, meetings), quelle que soit la province dans laquelle ils se tiennent. Dans certains cas, ce sont les autorités locales qui interdisent leur tenue. Le parti parvient néanmoins à réaliser plusieurs actions de tractage, et d'affichage au sein d'institutions d'enseignement supérieur, qui contribueront à le visibiliser. À l'automne 2023, le parti déclare compter 250 membres et en juin 2024, *Chez Nous* compte plus de 17.000 abonnés sur Instagram, et 20.000 sur Facebook.

## **|** *Chez Nous* est-il un parti d'extrême droite populiste ?

L'appartenance du parti *Chez Nous* à la sphère politique de l'extrême droite semble, de prime abord, assez claire. Nous l'avons vu plus haut, la présence de deux représentants de partis de l'extrême droite française et flamande lors de son meeting fondateur, ainsi que celle d'anciens membres de partis politiques d'extrême droite belge dans ses rangs, donne une image assez nette quant à ses accointances. Mais que revêt cette catégorie politique, et comment la définir concrètement ?

Pour ce faire, nous partirons du cadre théorique de Norberto Bobbio, philosophe italien du XX<sup>ème</sup> siècle, qui catégorise la droite et la gauche via le principe d'égalité. Pour cet auteur, l'axe politique gauche-droite peut ainsi se résumer à quatre grands principes qui caractérisent les quatre principaux courants politiques. L'Égalitarisme pour l'extrême gauche, l'Égalité pour la gauche, l'Inégalité pour

la droite, et enfin l'Inégalitarisme pour l'extrême droite. Sans développer plus en détail les trois autres principes, nous userons le concept d'Inégalitarisme pour entamer notre analyse.

## Qu'est-ce que l'extrême droite ?

Comme toute famille politique, l'extrême droite n'est pas homogène. En France, les nombreuses dissensions entre les partis du *Rassemblement National* (RN), de *Reconquête* (parti politique fondé par Éric Zemmour) ou encore *Les Patriotes* (parti politique fondé par Florian Philippot, ancien cadre du RN), pour ne citer qu'eux, permettent de l'illustrer. Comme évoqué ci-dessus, c'est également le cas en Wallonie, région où la liste des micro-partis qui s'affrontent est particulièrement dynamique et fluctuante.

L'extrême droite ne revêt donc pas une réalité monolithique, mais constitue au contraire une galaxie d'idéologies et de partis qui peuvent représenter des sensibilités politiques assez diverses. Malgré ces dissensions, il est possible de raccrocher un cadre commun à ces différentes formes que peut prendre l'extrême droite. Il s'agit d'un socle idéologique commun à toutes ces mouvances, se caractérisant par trois piliers que sont l'*Inégalitarisme*, le *Nationalisme* et le *Sécuritarisme*.

En premier lieu, l'*Inégalitarisme* traduit une vision de la société foncièrement inégalitaire. Cette approche du monde postule le fait que les inégalités sont non seulement inévitables, mais également utiles. Loin de vouloir les résorber, il faudrait au contraire appuyer ces distinctions et permettre une hiérarchisation entre êtres humains, entre races, hommes et femmes, etc. Pour illustration, les inégalités salariales entre les femmes et les hommes ne seraient pas le reflet d'une société patriarcale qui poussent structurellement les travailleuses (pour autant qu'elles aient un emploi rémunéré) vers les plus bas salaires, mais au contraire le signe d'une société bien ordonnée dans laquelle chaque individu est intrinsèquement assigné à une position sociale. Les inégalités sont ainsi naturelles, et non le résultat d'une construction sociale. Au nom de cette inégalité naturelle, les inégalitaires condamnent donc l'égalité sociale.

Ensuite, le caractère *Nationaliste* de l'extrême droite se distingue par son aspect exacerbé et sa volonté d'homogénéisation culturelle et religieuse. En Europe occidentale, cet idéal national pose l'exclusion de tout individu ne rentrant pas dans un certain cadre normatif, hétéronormé, blanc et chrétien. Dès lors, l'unité politique ne serait que l'expression d'une unité culturelle, la communauté serait préexistante à l'État, ce dernier ne ferait qu'organiser la vie de la nation à l'intérieur de ses frontières. Seuls les nationaux auraient le droit de vivre au sein de l'État, et d'y jouir des droits politiques et sociaux. Le nationalisme d'extrême droite a donc pour fondement le rejet de l'immigration, du multiculturalisme et de l'Union Européenne. À l'inverse, la préférence ou priorité nationale est légitime, notamment lorsqu'il s'agit de droits sociaux. La théorie complotiste de Renaud Camus, le *Grand Remplacement*, illustre parfaitement cette idée d'une nation homogène qui prend le risque d'être substitué par une autre.

Enfin, le *Sécuritarisme* est la croyance en une société plus stricte dans ses punitions, dans son obéissance à l'ordre et dans le contrôle de ses frontières. Il part souvent du sentiment d'insécurité pour criminaliser les étrangers et pousser à l'allongement des peines, au recours systématique aux peines d'emprisonnement, ainsi qu'au rétablissement de la peine de mort. Cela se concrétise par le renforcement de la police, de l'armée, de la Justice, et de manière générale de l'arsenal répressif de l'État.

## Le caractère extrême

Nous l'avons vu, le parti *Chez Nous* peut être situé à l'extrême droite de l'échiquier politique. Il est néanmoins possible de donner quelques précisions sur la définition du caractère 'extrême', pour le différencier de ceux qualifiés de 'radicaux'. Ainsi, le parti est 'extrême' en partie par sa position marginale sur la scène politique et médiatique. C'est-à-dire que, à l'heure actuelle, aucune formation politique wallonne (et non belge, puisque le *Vlaams Belang* lui apporte son soutien) ne souhaite avoir de contacts ou liens quelconques avec *Chez Nous*, affirmant encore un peu plus l'application du cordon sanitaire politique (cf. point 5.1). Au niveau médiatique, nous verrons plus loin qu'un 'cordon sanitaire' est d'application en Wallonie depuis plusieurs dizaines d'années, dont les principes font encore l'objet d'une mise en œuvre stricte par les médias dits traditionnels. Le parti n'étant jamais invité à s'exprimer publiquement par ces canaux.

Surtout, *Chez Nous* peut être défini comme 'extrême' en raison de l'utilisation importante de la violence symbolique, notamment via les réseaux sociaux et les nombreux posts 'antisystème' régulièrement publiés sur ces derniers. Ces messages sont souvent à la limite de la légalité, et portent un contenu constamment islamophobe et raciste. La vision présentée dans ces posts relève également d'une dichotomie caricaturale du monde entre le 'Nous' et le 'Eux'. Enfin, d'un point de vue purement législatif, son côté extrémiste se démarque par un programme politique hostile aux droits humains et l'État de droit. Ces deux éléments étant considérés comme « le centre de gravité à partir duquel localiser l'extrémisme »<sup>3</sup>.

## Le caractère populiste

Le caractère populiste d'un parti politique relève de son style politique, de sa rhétorique, son argumentaire ou son discours. Il n'a pas vocation à être plus à droite qu'à gauche puisqu'il se greffe à une idéologie. Il se caractérise particulièrement par le recours à des messages et des argumentaires simplistes qui permettent de faire ressortir rapidement des sentiments, souvent négatifs. L'important n'est pas la logique bien développée du discours, mais plutôt sa capacité à faire ressentir des émotions.

En utilisant systématiquement un discours dichotomique du peuple contre l'élite, de l'immigré contre le national, des politiciens véreux contre des politiciens vertueux, etc. la rhétorique du parti *Chez Nous* relève du populisme. Il s'agit d'un discours qui met l'accent sur la différence entre un 'Nous' et un 'Eux', ce dernier est composé des minorités parasites (politiciens, immigrés, musulmans, wokes, etc.). Dans ce cas de figure, le peuple, majoritaire, homogène et travailleur, s'oppose à une élite minoritaire, hétérogène et paresseuse. Ce dernier groupe confisquerait le pouvoir du peuple à son seul avantage, et les membres de cette élite n'auraient en commun que la maximisation de leurs intérêts politiques et/ou économiques, et seraient donc les responsables des maux de la société. À cette partie du 'Eux', s'ajoutent les 'immigrés' et les 'musulmans', qui formeraient un danger à stopper.

---

<sup>3</sup> Debras F. & Gioe S., « *C'est d'extrême droite* » : *s'outiller pour qualifier des discours et des propositions politiques*, « *Revue Politique* », 17 juillet 2024, disponible à l'adresse suivante : <https://www.revuepolitique.be/cest-dextreme-droite-soutiller-pour-qualifier-des-discours-et-des-propositions-politiques/>

Par ailleurs, le terme populiste est polymorphe, mais avant tout péjoratif à l'encontre de ceux que l'on qualifie de populistes. Néanmoins, dans certains cas, il peut être inversé par certaines actrices et acteurs politiques pour le transformer en vertu.

## Analyse critique du mouvement

### Le projet politique

Il convient de préciser d'emblée que le **programme** politique proposé par le parti *Chez Nous* dans le cadre des différents scrutins prévus en 2024 est particulièrement succinct. Il est composé de 25 pages, et liste un certain nombre de propositions regroupées sous six grandes thématiques, sans cependant détailler avec précision les méthodes envisagées pour atteindre ces objectifs.

La première d'entre elles est celle de l'**identité et des traditions**, qu'il s'agit de revaloriser face à la menace de leur disparition causée par les élites à l'origine d'une mondialisation incontrôlée. Pour ce faire, Chez Nous propose notamment d'inscrire les racines chrétiennes de la Belgique dans la Constitution, mettre en place une politique de préférence nationale - notamment dans l'attribution des logements sociaux -, en revenir à une souveraineté nationale en Europe avec octroi de certaines compétences limitées à l'Union, lutter contre la propagande LGBTQIA, ou encore mettre en place une politique nataliste soutenue financièrement par les pouvoirs publics pour remédier à la baisse du taux de natalité.

Le programme est ensuite axé sur les questions de l'**immigration** massive et de l'**islamisation** qui l'accompagne, celles-ci mettant à mal la défense de l'identité et des valeurs belges, et qu'il convient par conséquent de combattre. Les principales mesures proposées pour ce faire sont le durcissement des conditions du regroupement familial, l'externalisation des demandes de protection internationale (asile) ainsi que de l'exécution des peines de prison par les personnes étrangères, la suppression des aides sociales basées sur un régime non-contributif et le renforcement de l'agence Frontex. Plusieurs interdictions (financement, expression, pratiques) visent par ailleurs les cultes considérés comme ne faisant pas partie du patrimoine culturel et religieux belge, mais visent explicitement la religion musulmane en particulier.

Le troisième grand axe du programme est celui de la **sécurité**. Il s'agit dans ce cadre de mettre en place une politique de tolérance zéro à l'égard des auteurs d'infractions, tout en limitant les possibilités de libération conditionnelle. Ces mesures devraient être accompagnées de la construction de nouvelles places de prison, et en guise de sanction spécifique la suppression des allocations familiales pour les parents de mineurs délinquants. Le statut du policier serait largement renforcé dans cette vision répressive. D'autres mesures diverses et variées sont mises en avant, telles que la lutte contre les féminicides, les actes sexistes et homophobes, le trafic de drogue ainsi que les squatteurs, ou encore la possibilité de fermer les frontières nationales en cas de menace.

Le **pouvoir d'achat** des Belges fait également partie des préoccupations majeures du parti. Son augmentation devrait passer par la diminution des impôts et taxes sur le travail, la revalorisation des petites pensions et de métiers pénibles du secteur public, la diminution des droits d'enregistrement

et la suppression de ceux de succession, la mise en place d'un impôt européen sur les grandes fortunes. La modification de la politique énergétique et du système de taxation de l'essence et de produits de première nécessité y participerait par ailleurs. Des mesures protectionnistes telles que la mise en place d'un patriotisme économique et d'une politique de réindustrialisation, ainsi que la fin des accords de libre-échange, sont ainsi avancées. Enfin, la réalisation de travaux d'intérêt général par les chômeurs longue durée leur permettrait d'obtenir en contrepartie des "bons d'achat terroir".

Le cinquième axe programmatique de Chez Nous est celui de la **réorganisation de l'État** vers une meilleure efficacité, pour lutter contre le gaspillage d'argent public tel qu'il est pratiqué aujourd'hui. Au niveau budgétaire notamment, il s'agirait de procéder à des coupes dans la dotation publique des partis politiques et supprimer celle aux chaînes de télévision publiques pour la remplacer par un financement direct des citoyens. Les organismes fédéraux Myria et Unia se verraient supprimés, et les associations "politisées" ne percevraient plus de subsides publics. Le fonctionnement des hautes sphères de l'État serait réorganisé vers une diminution du nombre de postes, et le référendum d'initiative citoyenne à valeur contraignante permettrait de redonner pleinement la parole au peuple.

Enfin, le parti prend également position sur certaines mesures qu'il conviendrait d'adopter en matière d'**environnement**. Il défend ainsi une "écologie du terroir et de proximité", qui passe par une relocalisation de la production et de la consommation, et l'instauration d'un bon d'achat terroir (mesure proposée dans l'axe de l'identité et des traditions). L'écologie punitive est proscrite.

## Ses grandes tendances

Les nombreuses propositions citées pour illustrer le projet politique de Chez Nous, bien que non exhaustives, permettent de tirer un certain nombre de constats à la lumière des concepts présentés en introduction de ce travail.

Tout d'abord, la **question identitaire** y est particulièrement prégnante. Celle-ci se manifeste notamment par les références à la religion catholique (une église est d'ailleurs présente sur le logo du parti), dont il est nécessaire de défendre les valeurs contre les risques d'islamisation de la société. La civilisation européenne doit également être protégée, mais la priorité absolue est donnée aux belges, par opposition aux personnes étrangères.

Ces dernières sont pour leur part identifiées comme un problème global, qu'il est nécessaire de combattre, ce afin d'éviter l'importation d'un conflit civilisationnel. Aucune distinction n'est réalisée sur base de l'origine, mais la population de confession musulmane est visée en particulier (références aux Frères musulmans, au voile, burqa et abaya, à l'abattage rituel). Une logique du "eux contre nous" est ainsi mobilisée, évoquant implicitement l'idée d'une Nation à laquelle il faudrait revenir, par opposition au multiculturalisme. Le nom adopté par le jeune parti illustre parfaitement cette volonté d'opposition. La tension entre la thématique migratoire et la question de l'identité belge est ainsi fort présente dans la rhétorique du parti, illustrant sa conception inégalitaire de la société.

Au-delà de cette dichotomie, Chez Nous met également l'accent sur une **opposition du peuple face aux élites** que sont les (partis) politiques, considérés comme tout-puissants. L'adoption du référendum d'initiative citoyenne permettrait au premier de récupérer pleinement la parole et une forme de pouvoir direct. Cette opposition entre le peuple, légitime, et les élites, qui ne le sont pas, révèle une posture antisystème, particulièrement prononcée dans la communication du parti.

Les élites financières ne sont cependant pas ciblées, le parti ne remettant ainsi pas fondamentalement en question le système néolibéral et les inégalités de richesses qu'il produit, excepté par quelques propositions protectionnistes et fiscales visant à augmenter le salaire des travailleurs mais pour lesquelles aucune mesure compensatoire qui permettrait un équilibre budgétaire ne sont cependant avancées.

Un quatrième trait fondamental, directement lié au programme de Chez nous sur les plans identitaire et migratoire, est la **vision sécuritariste** proposée par le parti. Pour rétablir l'ordre qui aurait disparu en raison du manque d'investissements dans la politique sécuritaire, il s'agit de renforcer le dispositif pénal répressif ainsi que le statut de policier, ces fonctionnaires à qui l'on octroierait la présomption de légitime défense, ainsi que le monopole de la violence légitime<sup>4</sup>. Le renvoi dans leurs pays d'origine des criminels étrangers pour effectuer leur peine, et la possibilité de rétablissement des frontières en cas de menaces (notamment terroristes), en plus de constituer des mesures sécuritaires particulièrement dures, ont aussi pour résultat de cristalliser une forme d'hostilité envers la personne migrante, rendue responsable de ce sentiment d'insécurité.

En définitive, les grands piliers qui caractérisent le courant politique d'extrême-droite que sont le nationalisme, prônant un renforcement de l'identité nationale, et le conservatisme, qui rejette l'égalité sociale et économique entre les citoyens, sont manifestes dans le programme politique de Chez Nous. L'aspect autoritaire, troisième pilier de cette tendance et qui favorise un pouvoir central puissant, est pour sa part moins prégnant, et s'oppose de prime abord à l'idée très démocratique d'un référendum citoyen contraignant. Mais l'analyse sécuritaire sous un angle particulièrement répressif, ainsi que la redéfinition de la fonction de policier – qui deviendrait le bras armé de l'État, avec des moyens d'action largement étendus – telle qu'elle est envisagée par le parti, ne permettent pas de douter de l'autoritarisme du parti, bien que de prime abord moins manifeste.

## Communication & moyens d'action

### - Les réseaux sociaux

Dès sa création, Chez Nous a fait des réseaux sociaux (Facebook, Instagram, TikTok, X) son principal canal de communication. Au lendemain du scrutin multiple du 9 juin, il était possible de recenser près de 2200 publicités sponsorisées par le parti sur Facebook depuis la création de sa page, pour un total d'un peu plus de 30.000€.

L'utilité de ces publicités est particulièrement importante dans le cas d'un parti comme celui-ci. Elle lui permet en effet de se faire connaître auprès du grand public, alors qu'il fait face au cordon sanitaire médiatique qui l'empêche de bénéficier d'une audience auprès des opérateurs audiovisuels belges francophones. Plusieurs membres du parti ont par ailleurs pu admettre que c'est par ce biais qu'ils ont pris connaissance de son existence. Cependant, en l'absence d'élus, Chez Nous ne bénéficie d'aucun financement public. Les publicités sponsorisées sont donc financées par des dons, qui ne sont pas nécessairement structurels et pourraient venir à manquer pour les campagnes futures. Il semble en tous les cas que cette stratégie soit payante, une étude ayant estimé en mars que le

---

<sup>4</sup> Le parti donne d'ailleurs une définition renversée assez classique du concept de *monopole de la violence légitime*. Elle présuppose une légitimité de la violence dès lors qu'elle est utilisée par l'État. À la signification descriptive du concept, lui est substitué une signification normative, qui vise à prévaloir la violence de la police comme légitime. La violence exercée par l'État ne doit ainsi plus être légitimée puisqu'elle serait intrinsèquement légitime aux yeux du parti. Cela pose évidemment un problème lorsque l'on tente de faire la différence entre les violences policières exercées dans certains États européens dits démocratiques, et de l'autre une violence déployée par un État dictatorial.

parti se plaçait en sixième place (devant Défi) en termes d'influence sur les réseaux sociaux, ce qui est impressionnant dans la mesure où il ne compte pas de représentants élus. De nombreux faux comptes et *likes* ont cependant été décelés en 2023 qui, quels qu'en soient les responsables, permettent de remettre en question l'importance de cette influence.

Le succès de cette stratégie d'investissement des réseaux sociaux tient également au contenu des publications qui y sont réalisées. Nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer la simplicité, voire le simplisme des mesures proposées dans le programme du parti. Il adopte des positions radicales, notamment sur les questions identitaires et migratoires, qui sont envisagées dans une optique de protection de la souveraineté des belges face à une menace constituée par les "autres". Ce postulat transparaît dans les nombreuses publications de Chez Nous, lesquelles mobilisent les émotions (et en particulier la colère et la peur), véhiculent des messages clivants, facilement compréhensibles, auxquels le citoyen en manque d'informations sur le sujet peut facilement se rattacher. Parmi la population exposée, les jeunes sont particulièrement visés.

Au-delà des publications "programmatiques", Chez Nous ne manque pas non plus de s'attaquer fréquemment aux partis politiques traditionnels, considérés comme responsables de tous les maux de la société actuelle, face auxquels il se présente systématiquement comme la véritable alternative, étant le seul parti "patriote". Il dénonce ainsi un système qu'il juge élitiste, éloigné des vraies préoccupations du peuple, et qu'il conviendrait de changer radicalement.

Dans cette même stratégie d'opposition, le parti se pose continuellement en victime de mesures antidémocratiques, qui portent atteinte à son droit à s'exprimer librement dans la sphère publique. C'est notamment le cordon sanitaire (médiatique et politique) qui est dénoncé à cette occasion, comme une forme de censure, qu'il faudrait abolir et qui est à l'origine de la disparition de la démocratie dans les médias et les institutions.

#### - Les autres moyens d'action

Au-delà de son hyperactivité sur les réseaux sociaux, Chez Nous tente également de se donner de la visibilité sur le terrain, à travers des opérations de tractage ou d'affichage. Celles-ci ne rencontrent néanmoins pas les succès escomptés, notamment en raison de la forte mobilisation citoyenne des collectifs antifascistes locaux.

## Les dispositifs de lutte contre le parti *Chez Nous*

Différents outils existent aujourd'hui à travers le monde pour lutter contre la propagation de l'extrême-droite et de ses idées. Certains sont juridiques, mais les plus marquants aujourd'hui en Belgique sortent d'un cadre légal formel. Nous nous limiterons à présenter ces derniers.

### Le cordon sanitaire

Dispositif unique en Europe, né à l'occasion des élections communales de 1988 qui voient le parti d'extrême-droite Vlaams Blok – ancêtre du Vlaams Belang – réaliser des scores électoraux inédits à l'époque, il a pour objectif de marginaliser les formations politiques véhiculant une idéologie anti-

démocratique<sup>5</sup>. Il s'agit, au niveau politique, de s'abstenir de conclure des alliances avec de tels partis à tous les niveaux de pouvoir. Le cordon sanitaire politique a tenu bon pendant plus de 30 ans malgré des fréquentes remises en cause, presque exclusivement du côté flamand du pays. Il a cependant été rompu suite aux élections communales d'octobre 2024, le successeur du Vlaams Blok ayant intégré une coalition locale dans trois communes rurales, en plus d'avoir obtenu le maïorât au sein d'une quatrième. Les partis traditionnels respectant le cordon sanitaire se sont néanmoins empressés d'exclure leurs membres responsables de ces alliances.

En Belgique francophone, le cordon sanitaire politique est doublé d'un aspect médiatique : il s'agit d'empêcher que les partis antidémocratiques ne puissent disposer d'un temps de parole libre en direct<sup>6</sup>. Ce second volet est inexistant en Flandre, ce qui permet aux mandataires d'extrême-droite d'échanger et débattre publiquement avec des personnalités politiques issues de partis démocratiques, contribuant à accorder au Vlaams Belang une forme de respectabilité qui en fait un parti comme un autre aux yeux des électeurs néerlandophones. Ceci, combiné aux investissements particulièrement importants réalisées par le parti sur les réseaux sociaux, a sans doute contribué à la rupture du cordon sanitaire politique dans cette région.

Malgré les fréquentes tensions en Flandre aux différents niveaux de pouvoir, et son inexistence sur le plan médiatique dans cette région, le cordon sanitaire tel qu'appliqué en Région wallonne contribue actuellement toujours à réduire la visibilité de partis non-démocratiques.

Chez Nous ne fait pas exception à la règle : il n'a jamais été donné l'occasion à un membre du parti de prendre la parole en direct, notamment pour défendre son programme, ce qui contribue d'ailleurs largement à alimenter ses critiques vis-à-vis des médias, et à sa volonté de modifier radicalement le financement de ceux-ci, espérant ainsi bénéficier d'une visibilité au même titre que les autres partis.

Une apparition audiovisuelle mérite néanmoins d'être évoquée. Pour donner suite à l'organisation d'un meeting de contestation à l'initiative du Vlaams Belang en mai 2023, le co-président de Chez Nous Jérôme Munier est interviewé par la chaîne publique francophone RTBF. Celui-ci a alors l'occasion d'évoquer les similitudes du programme de son parti avec celui du Vlaams Belang. Bien que la séquence n'ait pas été diffusée en direct, et qu'il ne s'agisse donc pas à proprement parler d'une rupture du cordon sanitaire médiatique, c'est la première fois que la parole est ainsi donnée à un représentant d'un parti classé à l'extrême-droite de l'échiquier politique belge. L'événement ne s'est pas reproduit depuis, mais il a eu pour conséquence d'augmenter la visibilité du parti, son nombre d'abonnés sur les réseaux sociaux ayant connu une forte augmentation les jours qui suivirent cette séquence.

Notons qu'à l'inverse de ce qui prévaut en Flandre, certains responsables politiques francophones, et singulièrement le président du MR, souhaitent voir les cordons sanitaires politique et médiatique élargis au parti marxiste du PTB, situé dans cette optique à l'extrême-gauche du spectre politique. Pour en arriver à ce pied d'égalité, il faudrait être en mesure d'établir que ce parti ne respecte pas

---

<sup>5</sup> Initialement proposé par le député et secrétaire Groen, Jos Geysels, le cordon sanitaire s'élargit ensuite en 1993 à la partie francophone du pays avec la signature, par les quatre principaux partis politiques de l'époque, de la "Charte de la Démocratie".

<sup>6</sup> Le cordon sanitaire médiatique a pour base juridique l'art. 3§1er de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, l'article 25 du décret statutaire de la RTBF, l'arrêt Bastien du 9 juin 1999, le collège d'avis du CSA du 10 mars 1999 et enfin la consolidation du règlement du CSA par le gouvernement wallon en 2012.

les valeurs démocratiques fondamentales, et prône une inégalité de droits entre certaines catégories de citoyens. Le PTB ayant toujours été en adéquation avec les droits fondamentaux garantis en démocratie jusqu'ici, cette proposition n'a jamais réellement été envisagée. Le PTB a d'ailleurs pour la première fois rejoint plusieurs majorités communales wallonnes et bruxelloises suite aux élections d'octobre 2024.

## Les collectifs et les motions « ville antifasciste »

Nous avons eu l'occasion de l'évoquer, la présence sur le terrain des militants de *Chez Nous* n'est pas chose aisée, ceci notamment en raison de deux facteurs externes, au-delà du faible nombre d'activistes qui semblent activement impliqués dans la communication du parti.

En premier lieu, c'est la mobilisation citoyenne qui fait office de rempart contre l'expansion de sa visibilité. Plusieurs groupements antifascistes locaux, récemment rassemblés à l'échelon national en tant que *Coordination antifasciste de Belgique*, ont été à l'initiative d'actions en vue de porter atteinte à la tenue d'événements organisés par *Chez Nous*. Il s'agissait tantôt de faire pression sur les autorités communales pour interdire leur tenue a priori (notamment le meeting fondateur à Herstal, une université d'hiver et un "grand meeting patriote" à Charleroi), tout en organisant des mobilisations pour perturber leur bonne tenue lorsque ces événements (même de quelques minutes) étaient autorisés, ou n'étaient tout simplement pas portés à la connaissance des autorités locales. Par ces actions, *Chez Nous* n'a pas été en mesure de mobiliser physiquement à grande échelle depuis sa création. Au contraire, ses tentatives de visibilité ont été à l'origine de la renaissance du *Collectif antifasciste namurois*. Plus encore, un équivalent est né dans la province de Luxembourg en mai 2024.

Parallèlement à l'action de groupements issus de la société civile, et souvent sous la pression de ceux-ci, certaines grandes villes wallonnes ont décidé d'adopter - à de très larges majorités, voire à l'unanimité - une motion "antifasciste" en 2023, visant à contrer les idées racistes, xénophobes et discriminatoires, et favoriser la sensibilisation à ces dangers ainsi que le soutien aux coalitions antifascistes locales. Celles-ci ont déjà pu participer à l'interdiction de certains événements organisés par *Chez Nous*, et rendent plus compliquée la tenue de ses mobilisations.

## Conclusions & perspectives

En conclusion, le parti *Chez Nous* peut être placé à l'extrême droite de l'échiquier politique, et plus précisément au niveau du national-populisme. Son programme étant principalement axé sur la question de l'identité nationale, les traditions, l'islam, l'immigration et le renforcement sécuritaire. Le mode de communication du parti est particulièrement simpliste, faisant appel aux émotions, dans une approche dichotomique simple entre un *Eux* (immigré.e, chômeur.se, politicien.ne, etc.) présenté comme une source de problèmes, et un *Nous* fort est travailleur, auprès duquel l'électeur est censé se reconnaître. Le parti a également privilégié le recours aux réseaux sociaux, comme un moyen de se faire connaître en contournant le cordon sanitaire médiatique, mais également comme moyen plus efficace de faire de la communication politique rapide et simpliste. Ce cordon sanitaire et les nombreuses actions de la société civile ont empêché le parti de se développer et de continuer à mobiliser.

Malgré le soutien officiel apporté par d'autres partis classés à l'extrême droite de l'échiquier politique, qui connaissent les meilleurs résultats électoraux de leur histoire, *Chez Nous* n'a pas réussi son pari à l'occasion du "méga-scrutin" du 9 juin : aucun siège n'a été obtenu, ni à l'échelon régional, ni au niveau fédéral. À cet égard, le parti ne fait pas mieux que le Parti Populaire avant sa dissolution d'après les élections de 2019. Néanmoins, la percée fut importante dans certaines communes où il monte jusqu'à 7% de vote. Cette situation implique donc que le parti ne recevra aucune dotation et risque de trouver difficilement des financements à l'avenir.

Ces résultats sont à relativiser. D'un côté, il semble que globalement, le parti a réussi à reprendre à son compte une bonne partie des votes laissés vacants par les dissolutions du PP et de la Liste Destexhe, et donc à rassembler une bonne partie de l'extrême droite francophone. De l'autre côté, le parti se félicite des résultats obtenus, mettant en avant ses 'victoires' sur les autres formations politiques dans certaines communes, notamment vis-à-vis d'Ecolo et DÉFI. Pourtant flou sur les objectifs du 9 juin, et de sa continuité pour les élections communales du 13 octobre 2024, le parti a clairement communiqué sur sa volonté de se présenter aux prochaines élections communales. Malgré cette communication positive, plusieurs membres ont quitté le parti depuis ce premier test électoral. C'est notamment le cas de Noa Pozzi, chef de file liégeois de la formation, qui a tenté de rejoindre les listes du *Mouvement Réformateur* (MR). L'étudiant s'est finalement vu refuser son affiliation, et ne se positionne plus que comme « soutien » à la formation libérale.

## Bibliographie

### Articles de revues

Biard B., Blaise P., Faniel J., Istasse C., Sägesser C., *Les résultats des élections fédérales et européennes du 26 mai 2019*, « Courrier hebdomadaire », CRISP, 2019, 145 p.

Biard, B., *La lutte contre l'extrême-droite en Belgique. II. Cordon sanitaire médiatique, société civile et services de renseignement*, « Courrier hebdomadaire », CRISP, n° 2524-2525, 2021, 78 p.

Biard B., *Le parti Chez Nous*, « Courrier hebdomadaire », CRISP, n° 2579-2580, 2023, 55 p.

Biard B., *Le cordon sanitaire une réalité unique en Europe*, « Les Cahiers du Libre Examen », mars 2024, pp. 35-38.

### Médias

Belga, « Élections 2019 : laminé dans les urnes en mai dernier, le Parti Populaire se dissout », *RTBF actus*, 19 juin 2019, disponible à l'adresse suivante : <https://www.rtb.be/article/elections-2019-lamine-dans-les-urnes-en-mai-dernier-le-parti-populaire-se-dissout-10250362>

Carlot P., « Recomposition à la droite du paysage politique francophone : la Droite populaire arrive », *RTBF actus*, 3 septembre 2019, disponible à l'adresse suivante : <https://www.rtb.be/article/recomposition-a-la-droite-du-paysage-politique-francophone-la-droite-populaire-arrive-10305256>

Chardon F., « Chez Nous reste au fond du trou : les raisons du nouvel échec électoral de l'extrême droite en Wallonie », *La Libre*, 17 juin 2024, disponible à l'adresse suivante : <https://www.la-libre.be/belgique/elections-belges/2024/06/17/chez-nous-reste-au-fond-du-trou-les-raisons-du-nouvel-echec-electoral-de-lextreme-droite-en-wallonie-ZQWGJMDBCZSFLF574DVLNLMLY/>

Clevers A., « Le parti d'extrême droite "Chez Nous" réalise un carton inattendu sur les réseaux sociaux : voici les raisons de son succès », *La Libre*, 14 mars 2024, disponible à l'adresse suivante : <https://www.lalibre.be/belgique/elections-belges/2024/03/14/le-parti-dextreme-droite-chez-nous-realise-un-carton-inattendu-sur-les-reseaux-sociaux-voici-les-raisons-de-son-succes-JPVUZS-LBTBCGXMGRDYN644EJU/>

Debras F. & Gioe S., « C'est d'extrême droite » : s'outiller pour qualifier des discours et des propositions politiques, « Revue Politique », 17 juillet 2024, disponible à l'adresse suivante : <https://www.revuepolitique.be/cest-dextreme-droite-soutiller-pour-qualifier-des-discours-et-des-propositions-politiques/>

De Jonge L., « Pourquoi n'y a-t-il pas de populisme de droite en Wallonie ? », *Dieses*, 4 février 2022, disponible à l'adresse suivante : <https://dieses.fr/pourquoi-ny-a-t-il-pas-de-populisme-de-droite-en-wallonie>

Dupont K., « Chez Nous : comment l'extrême-droite utilise les réseaux sociaux pour séduire les jeunes », *Moustique*, 6 février 2024, disponible à l'adresse suivante : <https://www.moustique.be/actu/belgique/2024/02/06/comment-lextreme-droite-utilise-les-reseaux-sociaux-pour-seduire-les-jeunes-277700>

Gazeau W., « « Chez Nous » : le nouveau parti belge d'extrême droite qui s'inspire du RN », *La-Croix*, 27 octobre 2021, disponible à l'adresse suivante : <https://www.la-croix.com/Monde/Chez-Nous-nouveau-parti-belge-dextreme-droite-sinspire-RN-2021-10-27-1201182533>

Tassin S., « Avec "Chez nous", l'extrême droite francophone se trouve un nouveau parti », *La Libre*, 27 octobre 2021, disponible à l'adresse suivante : <https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/2021/10/27/avec-chez-nous-lextreme-droite-francophone-se-trouve-un-nouveau-parti-DEP-KWT5IZNFJJHUS63YLZ3G6GM/>

Touriel A., « Wallons et Flamands votent différemment, mais pensent (presque) la même chose », *RTBF actus*, 5 juin 2019, disponible à l'adresse suivante : <https://www.rtb.be/article/wallons-et-flamands-votent-differemment-mais-pensent-presque-la-meme-chose-10238418>

« Le parti d'extrême droite « Chez Nous » achète ses abonnés sur Instagram », *Bruxelles de vie*, 12 juillet 2023, disponible à l'adresse suivante : <https://bruxellesdevie.com/2023/07/12/le-parti-dextreme-droite-chez-nous-achete-ses-abonnes-sur-instagram/>

## Documents

Celis K. et al., « Representation and Democratic Resentment », CESPOL, KU Leuven, Université libre de Bruxelles, Université catholique de Louvain, 2019-2021.

Chez Nous, *Programme électoral 2024*, disponible à l'adresse suivante : <https://www.chez-nous.be/le-programme/> (consulté le 27 mai 2024)

Programme en 70 points du Vlaams Block.